

LE PREMIER BULLETIN du gouvernement

Les cotes de Michel 1^{er}

PAR ANTOINE CLEVERS

▶ Cela fait six mois que l'équipe de Charles Michel a prêté serment. Le temps de faire un premier bilan est venu...

8/10

Efficacité

Carburant maximale. En six mois, le gouvernement a abattu un sacré boulot. Dans le désordre : mesures d'économies dans les départements fédéraux, contrôle budgétaire, mesures de modération salariale, plan PME, plan de lutte contre la fraude fiscale et sociale, nouvelle distribution des représentations diplomatiques, réforme des prépensions et mise en branle de la réforme des pensions, divers accords sociaux, plan Justice, mise sur pied d'un conseil national de sécurité; durcissement des règles en matière d'asile et de migration, etc. La liste est longue, même si la plupart de ces décisions politiques, validées par le Conseil des ministres, demandent encore à être concrétisées dans les faits.

Parallèlement, le gouvernement a également réagi avec une grande célérité aux attentats de Paris du 7 janvier dernier contre la rédaction du magazine satirique français *Charlie Hebdo*. La mesure la plus spectaculaire fut la présence de militaires dans les rues, afin de sécuriser certains lieux stratégiques, comme les ambassades.

Mais c'est bien une batte-

rie de mesures qui ont été prises, notamment sur l'échange de l'information ou la lutte contre la radicalisation des détenus dans les prisons. Le gouvernement tiendra-t-il le rythme durant les six mois à venir ? À voir.

Ce qui est sûr, c'est que quelques gros chantiers sont attendus au retour des vacances de Pâques. À commencer par la réforme fiscale ou le plan stratégique de la Défense.

A. C.

Cohérence politique

6,5/10

Qu'on la qualifie de centre droit ou de droite, politiquement, la majorité fédérale est cohérente. Les différences programmatiques entre le MR, l'Open VLD et la N-VA sur le plan socio-économique sont à chercher dans les détails, sachant que les questions communautaires ont été re-

misées au placard pour l'ensemble de la législature. Même pour le CD&V, parti centriste, on est davantage dans

A. C.

la nuance que la divergence idéologique marquée.

Dans ce contexte, le respect de l'accord de majorité a été érigé en ligne conductrice de l'action gouvernementale. Et globalement, l'équipe Michel s'y tient. Deux bémols de taille, cependant.

Tout d'abord, le CD&V. Véritable mouton noir de la coalition. Avait-il sous-estimé les conséquences qu'aurait sur lui sa montée dans un tel attelage ? Peut-être. En tout cas, poussé par son aile gauche, poussé par le Mouvement ouvrier et le syndicat chrétiens, le CD&V tente de mettre la barre du gouvernement plus au centre, ou, à tout le moins, moins à droite. Et cette attitude irrite profondément ses partenaires, à commencer par les nationalistes de la N-VA avec qui les chrétiens-démocrates sont à couteaux tirés depuis des mois.

Second bémol, la concertation sociale... Les partenaires sociaux (syndicats et patrons) ont reçu une petite latitude de la part du gouvernement pour aménager les mesures prises sur les fins de carrière et sur les prépensions. Mais l'exécutif a toutefois gardé le dernier mot permettant ainsi de ne pas dévier son cap.

5,5/10

Leadership du Premier ministre

Sentiment mitigé quant à la capacité du Premier ministre Charles Michel (MR) à imposer son leadership sur le gouvernement. Reconnaissons-lui d'abord des réussites. Il y a l'accord de gouvernement, bien sûr. Ou le contrôle budgétaire bouclé assez facilement fin mars, dans la plus grande discrétion, après une série d'entretiens bilatéraux tout aussi discrets avec ses vice-Premiers. Dans la liste, pointons aussi le délicat accord sur les prépensions. Ces réussites, Charles Michel en est le principal instigateur. Il parvient indéniablement à faire émerger des consensus; et c'est bien là sa mission centrale. Mais le Wavrien n'en tarde pas moins à s'affirmer comme le seul et unique patron de la coalition. Il n'est pas encore le capitaine du navire gouvernemental comme pouvaient l'être le libéral Guy Verhofstadt ou le chrétien-démocrate Jean-Luc Dehaene. Principaux écueils. Un : parvenir à siffler la fin de la récré quand les partenaires flamands s'engueulent publiquement sur à peu près tous les sujets. Deux : gérer les déclarations polémiques des mandataires N-VA, singulièrement de leur président Bart De Wever. Pis, lorsque ce dernier éternue, c'est tout le gouvernement qui s'enrhume. Chacune de ses sorties médiatiques – et elles sont nombreuses – donne le *la* de l'action gouvernementale (sur les militaires en rue, par exemple). Et lorsqu'il tient des propos très ambigus sur la communauté berbère, le Premier ministre ne les condamne que du bout des lèvres, comme s'il redoutait son courroux.

A. C.

5/10

Communication

Que les débuts furent laborieux. Le gouvernement commence à peine à trouver son rythme de croisière en matière de communication. La plupart des Conseils des ministres donnent lieu à une conférence de presse permettant d'expliquer les mesures prises et de faire le point sur l'actualité de la semaine. Pourtant, à ses débuts – fait rarissime, voire inédit –, l'exécutif nouvellement formé n'avait pas donné rendez-vous à la presse pour présenter son accord de gouvernement. Saut d'index, mesures budgétaires et augmentation de l'âge légal de la pension auraient pourtant mérité un petit mot d'explication. Le gouvernement, singulièrement son Premier ministre Charles Michel (MR), aura tenté de rattraper le coup par la suite. Un peu tard. Soyons de bon compte. Une meilleure communication aurait-elle permis de faire passer plus facilement la pilule de mesures très impopulaires, générant les plus grandes manifestations depuis les années 80 ? Sans doute pas. Ou alors, de manière marginale. Mais, à ceci, sont venus s'ajouter d'autres couacs communicationnels. Dont les hésitations de la ministre Jacqueline Galant (MR) sur les économies à la SNCB, celles du ministre du Budget Hervé Jamar (MR) sur les comptes de

4/10

Cohésion

Cacophonie quasi permanente au sein de la coalition MR/N-VA/CD&V/Open VLD. Ce qui unit ces quatre-là, ce n'est pas tant l'accord de majorité ou la volonté de mener une politique de centre droit. Non. Ce qui les unit, c'est avant tout la volonté – et la possibilité effective – de gouverner sans le PS. Cela dit, la division ne s'opère pas selon une ligne de fracture Nord-Sud, comme on pouvait l'imaginer dans un schéma de coalition aussi déséquilibré sur le plan communautaire. La division est surtout intraflamande. Logique. N-VA, CD&V et Open VLD chassent tous les trois le même électorat de centre droit, largement majoritaire en Flandre. Du coup, à peu près tous les thèmes sont sujets à dispute : taxation des plus-values, militaires dans la rue, perte de la nationalité belge pour les personnes d'origine étrangère, accords sociaux, etc. Le résultat est peu glorieux. Au lieu de la jouer collectivement, chacun des partenaires nordistes cherche individuellement à marquer des points. Quitte à en menacer la survie de la coalition ? Pas à court terme. Aucun d'eux n'a intérêt à débrancher la prise. La sentence des électeurs serait tragique. Mais d'ici à deux ou trois ans, lorsque la majeure partie de l'accord gouvernemental aura été exécutée et que les élections (communales en 2018, puis générales en 2019) poindront leur nez, le Premier ministre Charles Michel éprouvera de plus en plus de mal à arranger les bidons entre les partis flamands. Le risque d'une implosion de la majorité sera alors bien réel.

A. C.

l'Etat, ou les propos ambigus des ministres N-VA Jan Jambon et Theo Francken sur la collaboration et les immigrés. Ça fait beaucoup. L'opposition s'en est donné à cœur joie. Charge au gouvernement, à l'avenir, de ne plus donner le bâton pour se faire battre.

4/10

Relations externes



Il y avait bien longtemps qu'un gouvernement fédéral n'avait pas rencontré autant de résistance. Avant même son intronisation, les syndicats avaient montré les dents. Une fois le projet gouvernemental connu, ce fut la curée. Le 6 novembre, les organisations syndicales ont rassemblé à Bruxelles quelque 120.000 militants. Il a fallu remonter aux gouvernements Martens/Gol, dans les années 80, pour trouver trace d'une manifestation syndicale aussi importante. L'opposition au gouvernement Michel est aussi parlementaire. De mémoire d'observateurs, jamais rentrée parlementaire n'avait été aussi agitée. La présence de la N-VA au gouvernement et quelques déclarations ambiguës de leurs représentants ont fait l'effet d'un chiffon rouge agité devant les yeux du taureau. L'opposition a rué dans les brancards. Singulièrement le PS qui voyait une bonne occasion de se rabibocher à bon compte avec son aile syndicale malmenée sous la législation précédente. Et que dire des relations tendues avec le gouvernement wallon composé de partis – PS et CDH – qui constituent l'ossature de l'opposition fédérale. La majorité *suédoise* n'est pas sans allié non plus. Le banc patronal est, pour l'heure, plutôt satisfait de son action, singulièrement de sa volonté de comprimer les coûts salariaux. Et, dans la population, les oppositions fortes sont contrebalancées par des adhésions solides. Lesquelles, si on en croit le dernier sondage *La Libre/RTBF/Dedicated*, sont en légère hausse. Pour la majorité, c'est un fameux adjuvant.

A. C.